DÉCISIONS

DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2015/842 DE LA COMMISSION

du 28 mai 2015

relative à l'apurement des comptes des organismes payeurs des États membres en ce qui concerne les dépenses financées par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) pour l'exercice financier 2014

[notifiée sous le numéro C(2015) 3519]

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) nº 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) nº 352/78, (CE) nº 165/94, (CE) nº 2799/98, (CE) nº 814/2000, (CE) nº 1200/2005 et nº 485/2008 du Conseil ([1]), et notamment son article 51 et son article 54, paragraphe 5,

après consultation du comité des Fonds agricoles,

considérant ce qui suit:

(1) Conformément à l'article 51 du règlement (UE) nº 1306/2013, il incombe à la Commission, en se basant sur les comptes annuels présentés par les États membres, accompagnés des informations nécessaires à leur apurement, des avis d'audit attestant l'exhaustivité, l'exactitude et la véracité des comptes, ainsi que des rapports établis par les organismes de certification, d'apurer les comptes des organismes payeurs visés à l'article 7 dudit règlement.

(2) Conformément à l'article 39 du règlement (UE) nº 1306/2013, l'exercice financier agricole commence le 16 octobre de l'année N – 1 et s'achève le 15 octobre de l'année N. Lors de l'apurement des comptes pour l'exercice 2014, il y a lieu, en vue d'aligner la période de référence pour les dépenses du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) sur celle du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA), de tenir compte des dépenses effectuées par les États membres entre le 16 octobre 2013 et le 15 octobre 2014, conformément à l'article 11, paragraphe 1, du règlement d'exécution (UE) nº 908/2014 de la Commission ([2]).

(3) En vertu de l'article 33, paragraphe 2, deuxième alinéa, du règlement d'exécution (UE) nº 908/2014, il importe que les montants qui, conformément à la décision d'apurement des comptes visée à l'article 33, paragraphe 1, premier alinéa, dudit règlement, sont à recouvrer auprès de chaque État membre ou doivent lui être payés, soient déterminés en déduisant les paiements intermédiaires pour l'exercice financier concerné des dépenses reconnues pour cet exercice conformément à l'article 33, paragraphe 1. Il convient que le paiement intermédiaire suivant soit réduit ou augmenté desdits montants par la Commission.

(4) La Commission a procédé aux vérifications des informations transmises par les États membres et leur a communiqué, avant le 30 avril 2015, les résultats correspondants, accompagnés des modifications nécessaires.

(5) Pour certains organismes payeurs, les comptes annuels et les documents les accompagnant permettent à la Commission de se prononcer sur l'exhaustivité, l'exactitude et la véracité des comptes annuels soumis.

(6) Les informations présentées par certains autres organismes payeurs nécessitent des enquêtes complémentaires et les comptes de ces derniers ne peuvent, de ce fait, être apurés dans la présente décision.

([1]) JO L 347 du 20.12.2013, p. 549.

([2]) Règlement d'exécution (UE) nº 908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) nº 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence (JO L 255 du 28.8.2014, p. 59).

(7) Conformément à l'article 41 du règlement (UE) nº 1306/2013, la Commission peut réduire ou suspendre temporairement les paiements intermédiaires aux États membres. Elle en informe le ou les État(s) membre(s) concerné(s). En adoptant la présente décision, la Commission devrait tenir compte des montants réduits ou suspendus afin d'éviter tout paiement inapproprié ou hors délai ou le remboursement de montants qui pourraient ultérieurement faire l'objet d'une correction financière. En particulier, la quatrième déclaration trimestrielle de 2013 et la première déclaration trimestrielle de 2014 comportaient respectivement les montants de 51 543 EUR et de 26 892 EUR pour le programme de développement rural du Latium, en Italie (Programme CCI 2007IT06RPO005). Ces montants figuraient aussi dans la déclaration annuelle pour l'exercice financier 2014. Les montants en question ont fait l'objet d'une réduction au titre de l'article 41 du règlement (UE) nº 1306/2013, en application des décisions d'exécution de la Commission C(2014) 3268 et C(2014) 5156, pour non-respect des délais établis pour la vérification obligatoire. Étant donné que la procédure prévue à l'article 34 du règlement d'exécution (UE) nº 908/2014 est toujours en cours, ces réductions devraient être maintenues. En ce qui concerne le programme de développement rural pour la Bulgarie (CCI 2007BG06RPO001), les montants de 420 467,77 EUR et de 598 402,41 EUR ont été déclarés au cours du troisième trimestre de 2014 au titre des mesures 311 et 312, respectivement. Ces montants figuraient aussi dans la déclaration annuelle pour l'exercice financier 2014. Les montants en question devraient être exclus du financement de l'Union par la présente décision, dans la mesure où il y a lieu de tenir compte de toute réduction conformément à l'article 41 du règlement (UE) nº 1306/2013. Toute réduction est en fait de nature provisoire et est sans préjudice des décisions à prendre en application de l'article 52 du règlement (UE) nº 1306/2013.

(8) En vertu de l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013, il y a lieu que les conséquences financières du non-recouvrement de montants irréguliers soient supportées à hauteur de 50 % par l'État membre concerné, lorsque le recouvrement n'a pas eu lieu dans un délai de quatre ans à compter de la date de la demande de recouvrement, ou de huit ans si le recouvrement fait l'objet d'une action devant les juridictions nationales. L'article 54, paragraphe 4, du règlement (UE) nº 1306/2013 impose aux États membres l'obligation d'indiquer dans les comptes annuels les montants à leur charge en application du paragraphe 2 de cet article. Les règles d'application de l'obligation imposée aux États membres de notifier les montants à recouvrer sont définies dans le règlement d'exécution (UE) nº 908/2014. L'annexe II du règlement d'exécution (UE) nº 908/2014 présente le modèle de tableau que les États membres doivent utiliser pour fournir des informations sur les montants à recouvrer en 2015. Sur la base des tableaux remplis par les États membres, il convient que la Commission prenne une décision sur les conséquences financières découlant du non-recouvrement des irrégularités datant, selon le cas, de plus de quatre ou huit ans.

(9) En vertu de l'article 54, paragraphe 3, du règlement (UE) nº 1306/2013, les États membres peuvent, pour des motifs dûment justifiés, décider de ne pas poursuivre le recouvrement. Cette décision ne peut être prise que lorsque l'ensemble des coûts engagés et des coûts prévisibles de recouvrement est supérieur au montant à recouvrer ou lorsque le recouvrement se révèle impossible du fait de l'insolvabilité du débiteur ou des personnes juridiquement responsables de l'irrégularité, constatée et admise conformément au droit national de l'État membre concerné. Si la décision a été prise dans un délai de quatre ans après la date de la demande de recouvrement, ou de huit ans si le recouvrement fait l'objet d'une action devant les juridictions nationales, les conséquences financières de l'absence de recouvrement sont supportées à hauteur de 100 % par le budget de l'Union. Les montants pour lesquels un État membre donné a décidé de ne pas poursuivre le recouvrement et les motifs de sa décision sont à inclure dans les comptes annuels, conformément à l'article 29, point e), du règlement d'exécution (UE) nº 908/2014, visés à l'article 102, paragraphe 1, point c) iii), du règlement (UE) nº 1306/2013. Il convient donc que ces montants ne soient pas imputés aux États membres concernés et soient par conséquent financés par le budget de l'Union.

(10) Conformément à l'article 34, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013, il importe que le total cumulé du préfinancement et des paiements intermédiaires ne dépasse pas 95 % de la contribution du Feader à chaque programme de développement rural. Les programmes suivants ont atteint ce seuil: 2007AT06RPO001, 2007BE06RPO001, 2007DE06RPO004, 2007DE06RPO010, 2007IE06RPO001 et 2007UK06RPO003. Le solde restant dû pour ces programmes sera réglé à la clôture de la période de programmation.

(11) Le règlement (UE) nº 1306/2013 a abrogé et remplacé le règlement (CE) nº 1290/2005 du Conseil [1]. Conformément à l'article 26, paragraphe 3, point b), du règlement (CE) nº 1290/2005, qui correspond aux dispositions de l'article 36, paragraphe 3, point b), du règlement (UE) nº 1306/2013, il convient que les paiements intermédiaires soient effectués dans le respect du montant total de la participation prévue du Feader. En outre, le règlement d'exécution (UE) nº 908/2014 a repris une partie des dispositions du règlement (CE)

[1] Règlement (CE) nº 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune (JO L 209 du 11.8.2005, p. 1).

nº 883/2006 de la Commission ([1]), qui avait été abrogé par le règlement délégué (UE) nº 907/2014 de la Commission ([2]). Selon l'article 17, paragraphe 4, du règlement (CE) nº 883/2006, qui correspond aux dispositions de l'article 23, paragraphe 2, du règlement d'exécution (UE) nº 908/2014, lorsque le cumul des déclarations de dépenses dépasse le montant total de la participation prévue pour un programme de développement rural, le montant à payer est plafonné au montant programmé, sans préjudice du plafonnement prévu à l'article 24, paragraphe 4, du règlement (CE) nº 1290/2005, qui correspond aux dispositions de l'article 34, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013. Le plan de financement de l'axe 2 du programme de développement rural 2007EE06RPO001 a été dépassé de 1 122 778,99 EUR dans les deuxième et troisième déclarations trimestrielles pour 2014. Le plan de financement de l'axe 5 du programme de développement rural 2007ES06RPO009 a été dépassé de 18 560,56 EUR dans la troisième déclaration trimestrielle pour 2014. Le plan de financement de l'axe 2 du programme de développement rural 2007FI06RPO001 a été dépassé de 5 599 314,30 EUR dans la deuxième déclaration trimestrielle pour 2014. Le plan de financement de l'axe 2 du programme de développement rural 2007LU06RPO001 a été dépassé de 169 459,49 EUR dans la troisième déclaration trimestrielle pour 2014. Les plans de financement des axes 2 et 5 du programme de développement rural 2007UK06RPO002 ont été dépassés de 2 597 538,87 EUR et de 427 086,47 EUR respectivement, dans les deuxième et troisième déclarations trimestrielles pour 2014. Les montants susmentionnés n'ont pas été versés par la Commission. Les plans financiers modifiés n'ont pas été adoptés par la Commission jusqu'à la date d'adoption de la présente décision. Le total des montants de 9 934 738,68 EUR figurant dans les déclarations annuelles pour l'exercice financier 2014 devrait par conséquent être exclu de la décision d'apurement des comptes pour l'exercice 2014. Ces montants feront l'objet d'un remboursement ultérieur de la Commission, à la suite de l'adoption des nouveaux plans de financement ou à la clôture de la période de programmation.

(12) Conformément à l'article 36, paragraphe 3, point b), du règlement (UE) nº 1306/2013, un montant de 913 212,81 EUR déclaré pour le programme de développement rural 2007PT06RPO001 a été exclu de la décision d'apurement pour l'exercice financier 2013. À la suite de l'adoption du plan de financement modifié, ce montant a été remboursé par la Commission en 2014 et devrait dès lors être inclus dans la présente décision d'apurement.

(13) Conformément à l'article 51 du règlement (UE) nº 1306/2013, la présente décision est sans préjudice des décisions que la Commission pourrait prendre ultérieurement en vue d'exclure du financement de l'Union les dépenses qui n'auraient pas été effectuées conformément aux règles de l'Union,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

À l'exception des organismes payeurs visés à l'article 2, les comptes des organismes payeurs des États membres sont apurés par la présente décision, en ce qui concerne les dépenses financées par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) pour l'exercice financier 2014.

Les montants recouvrables auprès de chaque État membre ou payables à chaque État membre au titre de chaque programme de développement rural conformément à la présente décision sont indiqués à l'annexe I.

Article 2

Les comptes des organismes payeurs des États membres concernant les dépenses pour chaque programme de développement rural financé par le Feader au titre de l'exercice financier 2014, indiqués à l'annexe II, ne sont pas couverts par la présente décision et feront l'objet d'une décision d'apurement des comptes ultérieure.

Article 3

Les montants à imputer aux États membres à la suite de l'application de l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013, sont indiqués à l'annexe III.

([1]) Règlement (CE) nº 883/2006 de la Commission du 21 juin 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) nº 1290/2005 du Conseil, en ce qui concerne la tenue des comptes des organismes payeurs, les déclarations de dépenses et de recettes et les conditions de remboursement des dépenses dans le cadre du FEAGA et du Feader (JO L 171 du 23.6.2006, p. 1).

([2]) Règlement délégué (UE) nº 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro (JO L 255 du 28.8.2014, p. 18).

Article 4

La présente décision est sans préjudice de futures décisions d'apurement de conformité que la Commission pourrait prendre en vertu de l'article 52 du règlement (UE) nº 1306/2013, en vue d'exclure du financement de l'Union les dépenses qui n'auraient pas été effectuées conformément aux règles de l'Union.

Article 5

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 28 mai 2015.

Par la Commission
Phil HOGAN
Membre de la Commission

ANNEXE I

APUREMENT DES DÉPENSES DU FEADER PAR PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL POUR L'EXERCICE 2014

Montants recouvrables auprès de l'État membre ou payables à celui-ci, par programme

Programmes approuvés pour lesquels des dépenses ont été déclarées au titre du Feader

(en EUR)

EM	CCI	Dépenses 2014	Corrections	Total	Montants non réutilisables	Montant accepté et apuré pour l'exercice 2014	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice, y compris apurement du préfinancement	Montants recouvrables auprès de l'État membre (*) (–) ou payables à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii – iv	vi	vii = v – vi
AT	2007AT06RPO001 (*)	544 468 367,78	0,00	544 468 367,78	0,00	544 468 367,78	518 811 910,08	25 656 457,70
BE	2007BE06RPO001 (*)	16 783 607,72	0,00	16 783 607,72	0,00	16 783 607,72	13 205 322,27	3 578 285,45
BG	2007BG06RPO001	395 493 074,51	– 1 018 870,18	394 474 204,33	0,00	394 474 204,33	393 750 627,31	723 577,02
CY	2007CY06RPO001	22 567 015,08	0,00	22 567 015,08	0,00	22 567 015,08	22 898 350,79	– 331 335,71
CZ	2007CZ06RPO001	326 067 553,26	0,00	326 067 553,26	0,00	326 067 553,26	326 067 674,49	– 121,23
DE	2007DE06RAT001	499 599,12	0,00	499 599,12	0,00	499 599,12	499 599,11	0,01
DE	2007DE06RPO004 (*)	63 035 454,95	0,00	63 035 454,95	0,00	63 035 454,95	46 638 237,43	16 397 217,52
DE	2007DE06RPO007	151 333 451,42	0,00	151 333 451,42	0,00	151 333 451,42	151 333 504,27	– 52,85
DE	2007DE06RPO009	1 756 006,08	0,00	1 756 006,08	0,00	1 756 006,08	1 756 010,52	– 4,44
DE	2007DE06RPO010 (*)	30 449 586,72	0,00	30 449 586,72	0,00	30 449 586,72	29 425 794,68	1 023 792,04
DE	2007DE06RPO012	129 627 838,13	0,00	129 627 838,13	0,00	129 627 838,13	129 627 837,98	0,15
DE	2007DE06RPO015	44 569 423,98	0,00	44 569 423,98	0,00	44 569 423,98	44 569 423,92	0,06
DE	2007DE06RPO017	32 302 560,60	0,00	32 302 560,60	0,00	32 302 560,60	32 302 560,59	0,01
DE	2007DE06RPO018	2 742 462,33	0,00	2 742 462,33	0,00	2 742 462,33	2 742 462,32	0,01

(en EUR)

EM	CCI	Dépenses 2014	Corrections	Total	Montants non réutilisables	Montant accepté et apuré pour l'exercice 2014	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice, y compris apurement du préfinancement	Montants recouvrables auprès de l'État membre (*) (–) ou payables à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii – iv	vi	vii = v – vi
DE	2007DE06RPO019	161 853 097,22	0,00	161 853 097,22	0,00	161 853 097,22	161 853 097,21	0,01
DE	2007DE06RPO020	124 731 223,27	0,00	124 731 223,27	0,00	124 731 223,27	124 731 223,25	0,02
DE	2007DE06RPO021	40 589 272,39	0,00	40 589 272,39	0,00	40 589 272,39	40 592 850,30	– 3 577,91
DE	2007DE06RPO023	79 390 804,77	0,00	79 390 804,77	0,00	79 390 804,77	79 350 303,85	40 500,92
DK	2007DK06RPO001	82 998 289,85	0,00	82 998 289,85	0,00	82 998 289,85	83 307 264,88	– 308 975,03
EE	2007EE06RPO001	107 441 165,78	– 1 122 778,99	106 318 386,79	0,00	106 318 386,79	106 318 428,88	– 42,09
ES	2007ES06RAT001	5 773 319,62	0,00	5 773 319,62	0,00	5 773 319,62	5 773 319,62	0,00
ES	2007ES06RPO001	205 999 762,70	0,00	205 999 762,70	0,00	205 999 762,70	205 999 749,54	13,16
ES	2007ES06RPO002	52 921 899,62	0,00	52 921 899,62	0,00	52 921 899,62	52 921 926,24	– 26,62
ES	2007ES06RPO003	23 124 915,85	0,00	23 124 915,85	0,00	23 124 915,85	23 124 914,20	1,65
ES	2007ES06RPO004	6 760 223,26	0,00	6 760 223,26	0,00	6 760 223,26	6 760 220,72	2,54
ES	2007ES06RPO005	28 014 055,89	0,00	28 014 055,89	0,00	28 014 055,89	28 043 602,97	– 29 547,08
ES	2007ES06RPO006	11 673 899,78	0,00	11 673 899,78	0,00	11 673 899,78	11 673 627,87	271,91
ES	2007ES06RPO007	180 347 367,42	0,00	180 347 367,42	0,00	180 347 367,42	180 347 333,94	33,48
ES	2007ES06RPO008	73 969 728,51	0,00	73 969 728,51	0,00	73 969 728,51	73 969 728,58	– 0,07
ES	2007ES06RPO009	52 139 699,74	– 18 560,56	52 121 139,18	0,00	52 121 139,18	52 121 130,04	9,14
ES	2007ES06RPO010	156 843 297,22	0,00	156 843 297,22	0,00	156 843 297,22	156 843 349,08	– 51,86

(en EUR)

EM	CCI	Dépenses 2014	Corrections	Total	Montants non réutilisables	Montant accepté et apuré pour l'exercice 2014	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice, y compris apurement du préfinancement	Montants recouvrables auprès de l'État membre (*) (–) ou payables à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii – iv	vi	vii = v – vi
ES	2007ES06RPO011	91 565 221,37	0,00	91 565 221,37	0,00	91 565 221,37	91 602 065,76	– 36 844,39
ES	2007ES06RPO012	4 476 595,43	0,00	4 476 595,43	0,00	4 476 595,43	4 476 595,25	0,18
ES	2007ES06RPO013	31 893 803,19	0,00	31 893 803,19	0,00	31 893 803,19	31 889 970,54	3 832,65
ES	2007ES06RPO014	7 001 783,06	0,00	7 001 783,06	0,00	7 001 783,06	7 001 782,94	0,12
ES	2007ES06RPO015	11 360 172,72	0,00	11 360 172,72	0,00	11 360 172,72	11 360 198,92	– 26,20
ES	2007ES06RPO016	8 838 843,37	0,00	8 838 843,37	0,00	8 838 843,37	8 838 846,41	– 3,04
FI	2007FI06RPO001	182 525 389,84	– 5 599 314,30	176 926 075,54	0,00	176 926 075,54	176 930 836,91	– 4 761,37
FI	2007FI06RPO002	1 059 517,27	0,00	1 059 517,27	0,00	1 059 517,27	1 059 517,24	0,03
FR	2007FR06RPO001	678 837 059,60	0,00	678 837 059,60	0,00	678 837 059,60	678 834 981,35	2 078,25
FR	2007FR06RPO002	13 637 663,26	0,00	13 637 663,26	0,00	13 637 663,26	13 632 754,78	4 908,48
FR	2007FR06RPO003	21 794 860,24	0,00	21 794 860,24	0,00	21 794 860,24	21 794 860,25	– 0,01
FR	2007FR06RPO004	13 085 698,30	0,00	13 085 698,30	0,00	13 085 698,30	13 085 698,26	0,04
FR	2007FR06RPO005	15 147 820,52	0,00	15 147 820,52	0,00	15 147 820,52	15 147 820,49	0,03
FR	2007FR06RPO006	56 350 372,69	0,00	56 350 372,69	0,00	56 350 372,69	56 350 372,73	– 0,04
HU	2007HU06RPO001	550 321 317,91	0,00	550 321 317,91	0,00	550 321 317,91	550 278 758,74	42 559,17
IE	2007IE06RPO001 (*)	179 326 161,10	0,00	179 326 161,10	0,00	179 326 161,10	99 168 661,16	80 157 499,94
IT	2007IT06RAT001	6 005 846,41	0,00	6 005 846,41	0,00	6 005 846,41	6 005 846,38	0,03

(en EUR)

EM	CCI	Dépenses 2014	Corrections	Total	Montants non réutilisables	Montant accepté et apuré pour l'exercice 2014	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice, y compris apurement du préfinancement	Montants recouvrables auprès de l'État membre (*) (–) ou payables à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii – iv	vi	vii = v – vi
IT	2007IT06RPO001	18 263 314,16	0,00	18 263 314,16	0,00	18 263 314,16	18 380 705,60	– 117 391,44
IT	2007IT06RPO002	13 819 039,14	0,00	13 819 039,14	0,00	13 819 039,14	13 819 039,26	– 0,12
IT	2007IT06RPO003	79 515 358,43	0,00	79 515 358,43	0,00	79 515 358,43	79 515 358,51	– 0,08
IT	2007IT06RPO004	14 444 151,54	0,00	14 444 151,54	0,00	14 444 151,54	14 449 678,70	– 5 527,16
IT	2007IT06RPO005	47 406 432,46	– 78 435,00	47 327 997,46	0,00	47 327 997,46	47 406 972,32	– 78 974,86
IT	2007IT06RPO006	13 259 461,34	0,00	13 259 461,34	0,00	13 259 461,34	13 284 525,74	– 25 064,40
IT	2007IT06RPO007	64 999 720,96	0,00	64 999 720,96	0,00	64 999 720,96	64 948 526,65	51 194,31
IT	2007IT06RPO008	25 528 865,56	0,00	25 528 865,56	0,00	25 528 865,56	25 590 820,49	– 61 954,93
IT	2007IT06RPO009	58 633 519,29	0,00	58 633 519,29	0,00	58 633 519,29	58 633 519,64	– 0,35
IT	2007IT06RPO010	58 921 922,19	0,00	58 921 922,19	0,00	58 921 922,19	58 921 921,96	0,23
IT	2007IT06RPO011	8 167 143,75	0,00	8 167 143,75	0,00	8 167 143,75	8 167 148,05	– 4,30
IT	2007IT06RPO012	38 683 225,74	0,00	38 683 225,74	0,00	38 683 225,74	38 790 060,80	– 106 835,06
IT	2007IT06RPO013	2 490 100,59	0,00	2 490 100,59	0,00	2 490 100,59	2 490 100,63	– 0,04
IT	2007IT06RPO014	81 528 911,04	0,00	81 528 911,04	0,00	81 528 911,04	81 528 910,48	0,56
IT	2007IT06RPO015	13 836 214,26	0,00	13 836 214,26	0,00	13 836 214,26	13 854 106,18	– 17 891,92
IT	2007IT06RPO016	74 561 854,94	0,00	74 561 854,94	0,00	74 561 854,94	74 573 079,80	– 11 224,86
IT	2007IT06RPO017	39 985 924,56	0,00	39 985 924,56	0,00	39 985 924,56	39 989 076,63	– 3 152,07

(en EUR)

EM	CCI	Dépenses 2014	Corrections	Total	Montants non réutilisables	Montant accepté et apuré pour l'exercice 2014	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice, y compris apurement du préfinancement	Montants recouvrables auprès de l'État membre (*) (–) ou payables à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii – iv	vi	vii = v – vi
IT	2007IT06RPO018	77 467 416,73	0,00	77 467 416,73	0,00	77 467 416,73	77 467 266,26	150,47
IT	2007IT06RPO019	156 458 307,09	0,00	156 458 307,09	0,00	156 458 307,09	156 909 167,01	– 450 859,92
IT	2007IT06RPO020	124 466 658,87	0,00	124 466 658,87	0,00	124 466 658,87	125 467 724,29	– 1 001 065,42
IT	2007IT06RPO021	191 224 405,91	0,00	191 224 405,91	0,00	191 224 405,91	191 569 197,15	– 344 791,24
LT	2007LT06RPO001	232 441 651,12	0,00	232 441 651,12	0,00	232 441 651,12	232 382 704,60	58 946,52
LU	2007LU06RPO001	6 858 402,22	– 169 459,49	6 688 942,73	0,00	6 688 942,73	6 688 942,73	0,00
LV	2007LV06RPO001	127 288 585,55	0,00	127 288 585,55	0,00	127 288 585,55	127 288 585,56	– 0,01
NL	2007NL06RPO001	111 099 420,13	0,00	111 099 420,13	0,00	111 099 420,13	111 269 776,51	– 170 356,38
PL	2007PL06RPO001	1 700 780 302,65	0,00	1 700 780 302,65	0,00	1 700 780 302,65	1 700 775 834,08	4 468,57
PT	2007PT06RAT001	1 775 386,28	0,00	1 775 386,28	0,00	1 775 386,28	1 775 386,20	0,08
PT	2007PT06RPO001	25 956 964,38	913 212,81	26 870 177,19	0,00	26 870 177,19	26 870 173,33	3,86
PT	2007PT06RPO002	628 254 854,61	0,00	628 254 854,61	0,00	628 254 854,61	628 239 028,87	15 825,74
PT	2007PT06RPO003	28 045 383,88	0,00	28 045 383,88	0,00	28 045 383,88	28 045 361,36	22,52
SE	2007SE06RPO001	264 374 589,77	0,00	264 374 589,77	0,00	264 374 589,77	267 849 243,12	– 3 474 653,35
SI	2007SI06RPO001	129 408 871,46	0,00	129 408 871,46	0,00	129 408 871,46	129 408 892,36	– 20,90
SK	2007SK06RPO001	148 343 717,70	0,00	148 343 717,70	0,00	148 343 717,70	148 345 429,79	– 1 712,09

(en EUR)

EM	CCI	Dépenses 2014	Corrections	Total	Montants non réutilisables	Montant accepté et apuré pour l'exercice 2014	Paiements intermédiaires remboursés à l'État membre pour l'exercice, y compris apurement du préfinancement	Montants recouvrables auprès de l'État membre (*) (–) ou payables à celui-ci (+)
		i	ii	iii = i + ii	iv	v = iii – iv	vi	vii = v – vi
UK	2007UK06RPO001	562 657 447,24	0,00	562 657 447,24	0,00	562 657 447,24	562 707 534,14	– 50 086,90
UK	2007UK06RPO002	61 921 949,43	– 3 024 625,34	58 897 324,09	0,00	58 897 324,09	58 897 167,99	156,10
UK	2007UK06RPO003 (*)	118 605 393,99	0,00	118 605 393,99	0,00	118 605 393,99	72 997 308,43	45 608 085,56
UK	2007UK06RPO004	53 920 344,45	0,00	53 920 344,45	0,00	53 920 344,45	54 338 878,50	– 418 534,05

(*) Si les paiements ont atteint 95 % de la participation totale du Feader à un programme de développement rural — article 34, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013 —, le solde sera payé lors de la clôture du programme.

ANNEXE II

APUREMENT DES COMPTES DES ORGANISMES PAYEURS

EXERCICE FINANCIER 2014 — FEADER

Liste des organismes payeurs et des programmes dont les comptes sont disjoints et feront l'objet d'une décision d'apurement des comptes ultérieure

État membre	Organisme payeur	Programme
Belgique	Région wallonne	2007BE06RPO002
Allemagne	Zahlstelle Mecklenburg-Vorpommern	2007DE06RPO011
	Baden-Württemberg	2007DE06RPO003
Espagne	Agencia Valenciana de Fomento y Garantía Agraria	2007ES06RPO017
Grèce	Payment and Control Agency for Guidance and Guarantee Community Aids (O.P.E.K.E.P.E)	2007GR06RPO001
Malte	Agriculture and Rural Payments Agency	2007MT06RPO001
Roumanie	Organisme payeur pour le développement rural et la pêche (PARDF)	2007RO06RPO001

ANNEXE III

APUREMENT DES COMPTES DES ORGANISMES PAYEURS

EXERCICE FINANCIER 2014 — FEADER

Corrections conformément à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1306/2013

État membre	Devise	en monnaie nationale	(en EUR)
AT	(EN EUR)	1 798,80	1 798,80
BE (*)	(EN EUR)	—	—
BG	BGN	—	—
CY	(EN EUR)	—	—
CZ	CZK	29 407,72	1 060,31
DE (*)	(EN EUR)	251 988,10	251 988,10
DK	DKK	247 438,67	33 234,21
EE	(EN EUR)	13 728,54	13 728,54
ES (*)	(EN EUR)	71 148,24	71 148,24
FI	(EN EUR)	4 570,86	4 570,86
FR	(EN EUR)	673 346,67	673 346,67
GB	GBP	20 844,52	26 761,48
GR (*)	(EN EUR)	—	—
HU	HUF	617 170 583,00	1 955 918,69
IE	(EN EUR)	211 211,12	211 211,12
IT	(EN EUR)	115 207,94	115 207,94
LT	LTL	1 521,20	440,57
LU	(EN EUR)	632,55	632,55
LV	(EN EUR)	2 135,35	2 135,35
MT (*)	(EN EUR)	—	—
NL	(EN EUR)	179,84	179,84
PL	PLN	1 519 162,56	355 509,35
PT	(EN EUR)	9 417,17	9 417,17
RO (*)	RON	—	—
SE	SEK	386 246,04	41 120,63
SI	(EN EUR)	15 262,11	15 262,11
SK	(EN EUR)	—	—

(*) Pour les organismes payeurs pour lesquels les comptes sont disjoints, la réduction visée à l'article 54, paragraphe 2, doit être appliquée lorsque les comptes sont proposés pour l'apurement.